



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

11 août 2005

Volume 4, Numéro 9

LIGNE DE FOND..... 1

Regards tournés vers l'automne après l'échec des Membres à parvenir à des accords préliminaires au mois de juillet..... 1

Agriculture : A la suite du blocage de juillet, des négociations intenses sont attendues dans la période menant à Hong Kong..... 3

NOUVELLES DE L'OMC 6

Traitement spécial et différencié : Pas de résultats concrets malgré des négociations "marathon " 6

L'arbitre de l'OMC se prononce contre les nouveaux taux tarifaires européens pour la banane 7

SUR LE FIL 9

Conseil Général : le nouveau directeur général Lamy annonce une équipe de quatre adjoints 9

EVÉNEMENTS 9

PUBLICATIONS 11

LIGNE DE FOND

Regards tournés vers l'automne après l'échec des Membres à parvenir à des accords préliminaires au mois de juillet

Les Membres de l'OMC n'ont pas pu parvenir à un accord à la fin juillet - date butoir pour les "premières approximations" avant la Conférence ministérielle de Hong Kong - lors des dernières sessions du Comité des Négociations Commerciales et du Conseil général, tenues avant la pause estivale, du 27 au 29 juillet derniers.

Les deux dernières semaines du mois de juillet ont vu se tenir, à un rythme intensif, une série de réunions dites de "dernière minute" dans l'espoir de parvenir à une percée dans les négociations, mais sans grand succès. Ainsi, durant les sessions des 27 et 29 juillet, les délégations ont préféré s'atteler à définir ce qu'elles pourraient faire après la pause du mois d'août en vue d'augmenter les chances de parvenir à un accord pour Hong Kong, minimisant de ce fait, l'importance accordée au mois de juillet jusqu'alors "considéré par beaucoup comme une étape dans la préparation de la Conférence..."

Les recommandations de Supachai pour l'automne

A la session du Conseil Général, le 29 juillet, Supachai, dans un bilan élaboré sur la base des rapports des présidents des principaux comités de négociations (notamment sur l'agriculture, l'accès aux marchés pour les produits non-agricoles, les services, la facilitation des échanges et le traitement spécial et différencié), a tenu à rappeler la tâche ardue qui incombe aux participants, vu le très court délai d'ici à Hong Kong. Reconnaisant les énormes efforts fournis durant ces six derniers

mois, il a toutefois regretté "que le côté négatif du bilan l'emporte sur le côté positif". Ajoutant, par rapport aux mois à venir, qu'il ne s'agit "pas seulement d'un changement de régime dans les négociations mais aussi d'un changement d'attitude dans le cap. Le temps d'identifier les options est passé ; le moment est maintenant venu de faire des choix."

Rappelant les principaux objectifs fixés en février dernier dans cinq domaines clés (les modalités dans l'agriculture et l'Accès aux Marchés pour les produits Non Agricoles (AMNA), une "masse critique" d'offres concernant l'ouverture des marchés dans les services, des progrès sensibles au niveau des règles de l'OMC et la facilitation des échanges, et une prise en considération adéquate de la dimension du développement dans les négociations), Supachai a procédé à un récapitulatif des points cruciaux et prioritaires dans chaque domaine et sur lequel il urge de parvenir à un accord.

Dans l'agriculture, il exhorte les participants à convenir de la structure de la formule étagée pour les réductions tarifaires (dans l'accès aux marchés) tout comme pour l'abaissement du soutien ayant des effets de distorsion sur les échanges (pour le soutien interne). Il sollicite également que des "engagements ambitieux, rapides et spécifiques" soient pris concernant les questions du coton et de l'aide alimentaire.

Concernant l'AMNA, le rapport de Supachai s'est fait l'écho des recommandations formulées par le Président de ce Comité de négociations, l'Ambassadeur Stefan Johanneson d'Islande, le 28 juillet dernier. Il révèle que les Membres doivent à présent aller bien au-delà des discussions sur la structure de la formule et se pencher sur les chiffres afin "d'établir un équilibre acceptable entre ambition et flexibilité."

Reprenant les propos évoqués par le Président du Comité des négociations sur les services, l'Ambassadeur Alejandro Jara du Chili, Supachai a demandé aux Membres de convenir, avant décembre, de ce qui devrait être fait (en termes

d'aspects essentiels) afin d'obtenir des "engagements dépassant les niveaux de libéralisation actuels."

Par rapport au traitement spécial et différencié, il appelle urgemment les Membres à faire des progrès, notamment sur les propositions d'accords particuliers des pays les moins avancés, en se penchant davantage sur les aspects relatifs à la flexibilité accrue, à l'accès aux marchés et au renforcement des capacités.

Concernant les règles, il a exprimé la nécessité de parvenir à une plus grande convergence de manière à faire progresser les négociations dans ce domaine et permettre ainsi de contribuer à "l'équilibre global" des négociations.

Devant passer le relais à Pascal Lamy, Supachai dont le mandat prend fin à la fin du mois d'août, a exprimé sa crainte de voir les négociateurs "suivre une stratégie du bord du gouffre". Reconnaisant une nette amélioration de la situation par rapport à 2004, il suggère que pour parvenir à un accord en décembre, les Membres devraient s'organiser dès la reprise en septembre en instituant des "points de contrôle appropriés tout au long de la période des trois mois" restants. A cet effet, il propose que le premier contrôle soit fixé au plus tard à la mi-octobre. Ce délai coïnciderait approximativement avec une réunion du Conseil Général agendée pour les 19 et 20 octobre. Toujours dans cet ordre d'idées, il suggère que les séances de travail préparatoire restant pour Hong Kong aient lieu à Genève avec une plus grande implication des fonctionnaires basés à la capitale et des Ministres ; n'excluant toutefois pas qu'elles se tiennent de façon informelle.

Les réactions des délégations et Membres

Dans l'ensemble, personne n'a semblé surpris du résultat des négociations à cette étape. Comme il fallait s'y attendre, à l'instar des recommandations des présidents des trois principaux comités de négociations, les Membres ne sont parvenus à aucun accord substantiel durant les consultations intensives qui ont précédé la séance du Conseil général du 27 juillet.

Certaines délégations ont en effet dénoncé le fait que les préoccupations relatives au développement ont été laissées de côté durant les négociations. Cette dimension, comme l'a souligné le Directeur général, Supachai Panitchpakdi, "est dans une large mesure la raison d'être du cycle de négociations." C'est le cas de l'Ambassadeur Ransford Smith de la Jamaïque qui s'est montré particulièrement critique dans ses propos, affirmant que la dimension du développement était tristement absente. Les Etats-Unis ont répondu en évoquant que l'ouverture de nouveaux marchés constituait en soi une voie vers le développement.

Beaucoup de délégations ont par ailleurs saisi l'occasion pour réitérer leur volonté de poursuivre les négociations et leur engagement de parvenir à un accord d'ici à Hong Kong ; même si la tendance générale qui s'est dégagée était celle de minimiser l'importance de l'échec actuel par rapport à la date butoir de juillet. Il s'agit maintenant de se tourner vers la reprise en septembre, en tirant les leçons des mois passés sur les positions de chacun des Membres ou groupe de Membres. D'autres délégations n'ont pas hésité à critiquer celles qu'elles tenaient pour principales responsables du manque de progrès observé jusqu'ici.

Le Groupe africain (constitué de 41 pays) quant à lui a noté que les pays développés ne font pas preuve de pragmatisme comme le font les pays en développement. Il a également exprimé des préoccupations concernant la transparence, surtout récemment, lors des sessions informelles auxquelles ne prennent part que les Membres qui y sont invités.

Le Ministre du Commerce kenyan, Mukhisa Kituyi, dans une interview accordée à Reuters le 29 juillet, a affirmé que le Brésil, l'Inde et la Chine devraient faire davantage afin de faire progresser les négociations du Cycle de Doha, ajoutant, sous une forme imagée, que "les pays en développement ne devraient pas toujours assumer automatiquement qu'une chaussure qui va aux pieds de l'Inde, la Chine et le Brésil convienne également aux pieds du Kenya, Burundi et de tous."

Là-dessus, certains observateurs du commerce se sont demandés si les pays développés ne pourraient pas exploiter cette ligne de faille potentielle présente au sein des pays en développement à l'OMC.

En définitive, beaucoup reste à faire. Et face à cet état de faits, Supachai dans son dernier message avant son départ, exhorte vivement que cesse la stratégie du bord du gouffre qui a ponctué les négociations par le passé. Stratégie ayant conduit au fait que les pays ont tenté de faire des concessions à la dernière minute, durant les Conférences ministérielles. Selon lui, les sujets de négociations sont complexes et le nombre des Membres de l'OMC trop grand pour permettre que des concessions de dernière minute s'effectuent avec succès.

Agriculture : A la suite du blocage de juillet, des négociations intenses sont attendues dans la période menant à Hong Kong

En dépit des négociations intenses menées dans différentes configurations - s'appuyant pour la plupart sur un groupe de 14 pays clés, dont l'UE, les États-Unis, le Brésil et l'Inde - les Membres de l'OMC ne sont pas parvenus, fin juillet, à des résultats concrets sur l'agriculture. En conséquence, les délégués ont à présent juste 3 mois pour arriver à se mettre d'accord sur des modalités pour l'agriculture (les formules, les pourcentages et les délais pour les abaissements de tarifs et de subventions) lors de la Conférence ministérielle de Hong Kong, en décembre - un but qu'ils se sont fixés afin achever le Cycle de Doha en 2006.

Les délégués à l'OMC avaient espéré convenir, d'ici fin juillet, des " premières approximations " pour un accord sur l'agriculture à Hong Kong. En dépit de la présence des ministres du commerce à Genève en dernière minute, les délégués n'ont pas été en mesure de progresser vers un accord. Tim

Groser, ancien ambassadeur de la Nouvelle-Zélande, qui préside les discussions sur l'agriculture a en lieu et place, procédé, le 28 juillet, à une évaluation des négociations sur l'agriculture au Comité des négociations agricoles. Il a souligné que " les négociations sur l'agriculture sont bloquées, il n'y a aucun moyen d'occulter cette réalité. Mais un ensemble de décisions politiques claires - dont aucune n'est facile, mais dont on peut au moins identifier les plus essentielles - peut faire redémarrer cette négociation et ouvrir la voie à une réunion ministérielle fructueuse en décembre. " Plusieurs délégués ont noté que le résultat n'était pas une surprise, étant donné l'état des discussions.

Dans sa dernière déclaration au Comité des négociations agricoles qu'il présidait, le directeur général sortant de l'OMC, Supachai Panitchpakdi, a mis l'accent sur le fait que " ce qui entrave nos travaux à Genève, ce n'est pas tant une pénurie d'idées, qu'un certain manque d'empressement, de la part des acteurs clés, à entreprendre de vraies négociations sur les propositions mises sur la table. Ceci doit changer, et doit changer immédiatement. " Il a réitéré son évaluation le 29 juillet dernier, lors d'une réunion de clôture du Conseil général.

Supachai met l'accent sur la nécessité de se concentrer sur le fond

Dans sa déclaration au Comité des négociations commerciales, Supachai a mis l'accent sur les travaux intensifs dans le domaine de l'agriculture qu'il restait à entreprendre préalablement à la réunion de Hong Kong, ainsi que sur la nécessité de convenir effectivement des modalités lors de la ministérielle. Il a regretté que les négociateurs aient consacré beaucoup de temps à la question technique de la conversion des tarifs agricoles 'spécifiques' basés sur les quantités importées en équivalents 'ad valorem', c'est-à-dire les tarifs basés sur le prix du produit, et a déclaré que cette question avait, pendant des mois, entravé les progrès dans les négociations.

Il a pointé du doigt la structure d'une formule étagée pour l'accès aux marchés comme la question clé à laquelle il fallait trouver une solution, car des retards en ce qui concerne la formule entraînaient

inévitavelmente le blocage d'autres questions. La formule de réduction des subventions internes nécessite également une solution urgente. Après avoir mis en exergue des questions dans l'ensemble des trois piliers des discussions sur l'agriculture, que les délégués doivent résoudre aussi rapidement que possible, Supachai a abordé la question du coton, en notant qu'il y avait peu d'espoir d'avancées dans ce domaine, en l'absence de progrès dans les négociations générales sur l'agriculture. Il a également appelé à une aide au développement en faveur des producteurs des pays en développement, étant donné la chute actuelle des prix du coton globaux.

Situation dans les trois piliers de l'agriculture

S'adressant, le 28 juillet dernier, au Comité des négociations commerciales, Tim Groser a procédé à une évaluation de la situation des négociations, en mettant l'accent sur les questions qui actuellement posent problème dans les discussions et sur lesquelles les Membres concentreront probablement leur attention. Du fait qu'aucun nouveau texte n'a été convenu, les négociations s'appuieront fortement sur la Déclaration de Doha elle-même, ainsi que sur le Paquet de juillet de l'an passé.

Sur l'accès aux marchés - le domaine le plus litigieux des discussions - des divergences profondes persistent entre les pays qui pratiquent des tarifs élevés et les exportateurs de produits agricoles. Avant d'être en mesure de passer à d'autres questions, telles que la progressivité des droits ou l'érosion des préférences, les délégués doivent convenir de la structure fondamentale de la formule - en combien d'étages les tarifs seront-ils divisés, et comment les abaissements seront-ils faits dans chaque étage. Les travaux futurs seront fondés sur une proposition du G-20 relative à l'accès aux marchés, présentée, comme texte de compromis lors de la mini-réunion ministérielle de Dalian de mi-juillet

(<http://www.ictsd.org/africodev/edition/synthese/05-07-22/lignedefond2.htm>). Toutes les délégations ne sont pas d'accord sur l'ensemble des points de la proposition, mais elles sont toutefois disposées à fonder sur elle les discussions à venir. Toutefois, le

désaccord entre les Membres sur la question des plafonds tarifaires est nettement ressorti, les pays du G-10, l'UE et les pays ACP, étant peu disposés à accepter des plafonds sur leurs crêtes tarifaires. Les pays ACP ont également fait valoir que les plafonds tarifaires dont ils avaient convenu dans le Cycle d'Uruguay, aux fins du traitement spécial et différencié, devaient bénéficier d'une attention spéciale, pour que tous ne fassent pas automatiquement l'objet de fortes réductions. Les Membres ont, généralement, été en désaccord sur le point de savoir si la flexibilité (pour les produits sensibles) devait être directement intégrée dans la formule de réduction tarifaire, ou si elle devait être traitée en dehors de la formule.

Dans le domaine du soutien interne, les principaux pays qui accordent des subventions ne sont toujours pas d'accord sur la structure de la formule étagée pour procéder à des abaissements dans le soutien ayant des effets de distorsion des échanges. L'UE est en faveur d'une formule à trois étages aux fins de laquelle l'Union procéderait aux abaissements les plus importants, en termes de pourcentage, les États-Unis et le Japon entrant dans la seconde catégorie. Les États-Unis préfèrent une formule aux termes de laquelle le Japon entrerait dans un étage plus élevé que les États-Unis. Les États-Unis ont également réalisé des progrès en ce qui concerne les critères de la Catégorie bleue (versements agricole partiellement découplés aux fins des programmes de limitation de la production) et le réexamen et la clarification de la Catégorie verte (subventions ayant des effets de distorsion minimale des échanges). Concernant la Catégorie bleue, les États-Unis projettent de protéger leurs versements contracycliques - les subventions aux agriculteurs qui augmentent avec une baisse de valeur des prix moyens du marché par campagne pour les produits de base - et sont en train de lier le renforcement des critères à des concessions par d'autres pays dans le pilier de l'accès aux marchés. Pour ce qui est de la Catégorie verte, Groser a noté que les pays qui y ont le plus recours auraient à examiner sérieusement les propositions avancées par d'autres pays sur le renforcement des critères. Dans l'intervalle, certaines nouvelles dispositions portant sur les

besoins des pays en développement (par exemple la réforme foncière) devraient être incluses.

Concernant la concurrence à l'exportation, les Membres de l'OMC sont largement d'accord sur les changements nécessaires pour l'élimination progressive des subventions à l'exportation normales (bien qu'ils n'en aient pas encore fixé la date finale). Il leur reste toutefois à convenir de nouvelles disciplines sur les entreprises commerciales étatiques et sur l'aide alimentaire.

En prévision de la Conférence de Hong Kong

En l'absence d'accord en juillet, les pressions sur les négociateurs resteront considérables au cours de la période menant à la Conférence ministérielle de Hong Kong, les délégués à Genève préparant le terrain en vue d'un accord politique. Tout en disant que les résultats n'étaient nullement inattendus, certains délégués ont fait part de leur préoccupation concernant le fait qu'il restait beaucoup à faire. Une source dans les milieux du commerce a noté que de nombreuses questions importantes pour les pays en développement, telles que le mécanisme de sauvegarde spéciale pour les protéger contre de brusques poussées des importations ou contre l'érosion des préférences, avaient besoin de suffisamment d'attention - et il sera difficile de trouver le temps, car des questions clés telles que la formule d'accès aux marchés devaient être résolues en premier lieu. Toutefois, la situation n'était nullement désespérée, selon un délégué, qui a estimé que certains des acteurs importants s'étaient désengagés au cours des derniers mois, et que s'ils réussissaient à quelques compromis clés pour aider à débloquer la situation, ceci pourrait même entraîner des progrès rapides. D'autres ont toutefois fait part de leur préoccupation concernant la configuration de la négociation, et le fait que de nombreux petits pays n'étaient pas dans le coup. En fin de compte, leurs préoccupations devraient être prises en considération, pour que les Membres arrivent à un accord. Dans une certaine mesure, les deux dernières semaines avaient mis en évidence le problème du manque d'information et de communication, qui avait contribué à la modestie des résultats.

S'exprimant sur cette situation, le commissaire au commerce européen, Peter Mandelson, a déclaré " Nous ne pouvons continuer comme nous le faisons actuellement, avec une possibilité raisonnable de réussite ". Le représentant au commerce extérieur américain, Rob Portman est resté optimiste, en déclarant " Je vois la volonté de réussir et je vois des progrès - lents mais sûrs ... ". Toutefois, selon le vice-premier ministre australien, Mark Vaile, " L'incapacité à réaliser des progrès dans l'agriculture, en particulier dans l'accès aux marchés pour les produits agricoles, s'est de nouveau avérée la pierre d'achoppement... Nous sommes à présent confrontés à un défi majeur si nous devons jeter les bases, lors de la Réunion ministérielle de l'OMC, à Hong Kong, en décembre, en vue de l'achèvement du Cycle de Doha. "

Le G-20 projette de se réunir au niveau ministériel, au Pakistan, en septembre, pour coordonner les positions, peut être avec le G-33. Selon des sources dans les milieux du commerce, un mini-réunion ministérielle aura peut-être lieu à Genève, début octobre, une fois que Pascal Lamy aura pris fonction à la tête de l'OMC.

A la suite de la pause du mois d'août à l'OMC, Groser sera remplacé par son compatriote, Crawford Falconer, l'ambassadeur de Nouvelle-Zélande nouvellement installé à l'OMC. La prochaine semaine de l'agriculture est actuellement fixée pour démarrer le 26 septembre.

NOUVELLES DE L'OMC

Traitement spécial et différencié : Pas de résultats concrets malgré des négociations " marathon "

Dans son rapport au Comité des négociations commerciales (TN/CTD/12), le président du Comité du Commerce et du Développement (CCD), M. faizel Ismail (Afrique du Sud), se prononçant sur l'état d'avancement des travaux, affirme qu'il apparaît impossible de "formuler des

recommandations", du fait que certaines questions clés demeurent encore non réglées.

Les négociations tenues quasi quotidiennement entre les 19 et 27 juillet derniers, à la fois de façon formelle et informelle, en prélude à la réunion du Conseil Général du 29 juillet dernier, ont toutefois connu "un progrès perceptible et indéniable vers une plus grande convergence de vues" entre les Membres. En effet, durant cette semaine, les Membres se sont penchés particulièrement sur les propositions d'accord spécifique présentées par les PMA.

Des 88 propositions initialement présentées, les cinq faisant l'objet de consultations se réfèrent: i) au Mémorandum d'Accord concernant les dérogations aux obligations; ii) à la Clause d'habilitation; iii) à l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce - MIC; iv) aux mesures en faveur des PMA et v) à la Clause d'habilitation, paragraphe. 3b. Respectivement appelées propositions 23, 38, 84, 88 et 36. Parmi ces propositions, les propositions 23, 36 et 84 s'avèrent être plus problématiques.

Divergences persistantes parmi les Membres

Si des progrès sensibles sont à relever, comme évoqué précédemment, des divergences persistent entre les pays et groupes de pays Membres, particulièrement concernant certains aspects comme la flexibilité, "le caractère automatique, illimité et auto-octroyé des exemptions" ou encore le contenu de certaines propositions. S'agissant du premier, certains estiment qu'elle devrait être "transitoire" et accordée en réponse à un besoin.

Ainsi le Paraguay, Costa Rica et d'autres pays latino-américains se montrent particulièrement peu disposés à approuver certaines dispositions amendées dans la version récente de la proposition 23 qui demande aux Membres d'accorder une "considération spéciale" à leurs requêtes (des pays en développement et moins avancés) en matière de dérogation aux obligations de l'OMC.

De leur côté, les Etats Unis, par rapport à la proposition 36 qui sollicite un accès aux marchés en franchise de droits et non contingenté pour les produits d'exportation des PMA, s'opposent à toute forme de langage obligatoire ou contraignant sur la question, dans le cadre de l'OMC. Ils suggèrent en contrepartie des accords bilatéraux qui, à leur avis, conviendraient le mieux à ce propos. Ils sont rejoints dans cette position par plusieurs autres pays en développement, tout comme des pays d'Amérique latine, qui expriment des préoccupations quant à l'adoption de toute forme d'engagement contraignant en matière d'accès aux marchés à l'OMC.

Une autre divergence largement exprimée se réfère à la proposition 84 dans laquelle les PMA sollicitent une exemption de l'Accord sur les MIC. A ce sujet, les pays développés suggèrent que soit élaboré un langage spécifique énonçant des critères et paramètres exacts de possible exemption.

Dans l'ensemble, les pays développés, même s'ils reconnaissent la nécessité de fournir une assistance technique aux PMA, estiment toutefois que "celle-ci ne devrait pas être obligatoire."

Prochaines étapes d'ici à Hong Kong

Essayant d'apporter une note d'optimisme, le Président Faizel Ismail soulignant les "progrès sensibles" obtenus jusqu'ici, note que la Session spéciale du CCD poursuivra les travaux en se focalisant sur les propositions d'accord particuliers restantes, avec une priorité à celles émanant des PMA. Aussi a-t-il ajouté que les Membres devraient formuler des "recommandations claires" au Conseil général d'ici à la Conférence ministérielle.

Les autres questions restées en suspens telles les questions transversales (y compris la différenciation au sein des pays en développement et la graduation relative à l'éligibilité pour certaines formes de traitement spécial et différencié), le mécanisme de surveillance et l'incorporation du traitement spécial et différencié dans l'architecture des règles de l'OMC seraient également examinées lors des séances de consultation.

A noter pour terminer que, par rapport à l'évolution globale des travaux, certaines délégations ont exprimé, au terme de cette série de négociations, leur sentiment de frustration. Ceci, en raison d'un manque de progrès véritable ni sur les négociations concernant le traitement spécial et différencié en général, ni sur les 88 propositions spécifiques, et pas même sur les cinq propositions des PMA. Ces derniers ont pour leur part, souligné qu'ils n'accepteraient les concessions sur ces propositions qu'en bloc.

Selon certaines sources, l'échec d'accord sur les cinq propositions émanant des PMA reflèterait également le manque ou la faible avancée observée dans les autres domaines. Autrement dit, l'on conçoit difficilement qu'il y ait des avancées au niveau des négociations sur le traitement spécial et différencié quand les négociations sur l'agriculture, l'accès aux marchés pour les produits non-agricoles, les services et dans les autres domaines connaissent des blocages.

L'arbitre de l'OMC se prononce contre les nouveaux taux tarifaires européens pour la banane

L'arbitre de l'OMC s'est prononcé, le 1er août dernier, contre les taux tarifaires en régime NPF (Nation la Plus Favorisée) proposés par l'UE pour les importations de bananes, le dernier épisode d'un différend commercial interminable sur la banane, entre l'UE et les pays latino-américains.

L'arbitre a jugé que le tarif proposé par l'UE, de 230 euros par tonne, " ne préserverait, au minimum " les opportunités actuelles d'accès aux marchés offertes aux fournisseurs bénéficiant du régime NPF - essentiellement en Amérique latine - par le régime européen de contingents tarifaires existant pour la banane. L'arbitre a également estimé que le niveau tarifaire proposé élargirait de fait la marge d'accès préférentiel aux marchés dont bénéficiaient les exportations des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), au détriment des fournisseurs de banane bénéficiant du régime NPF. L'arbitre n'a

toutefois pas indiqué en quoi consisterait un taux tarifaire raisonnable pour les fournisseurs en régime NPF.

Dans sa décision, l'arbitre a constaté des insuffisances dans la méthodologie et les données relatives aux prix utilisées par l'UE pour arriver au nouveaux taux tarifaires. En particulier, l'arbitre a convenu avec les pays latino-américains que l'UE aurait dû prendre en compte l'avantage que les nouveaux tarifs donneraient aux fournisseurs ACP, par rapport aux pays bénéficiant du régime NPF.

Contexte de l'arbitrage

Le 31 janvier 2005, l'UE avait notifié à l'OMC son nouveau tarif proposé de 230 euros pour les importations de banane en régime NPF, censé remplacer le système de contingents tarifaires actuel, tout en maintenant une préférence pour les pays ACP, ce nouveau tarif devant entrer en vigueur le 1er janvier 2006. Les pays latino-américains exportateurs de banane ont immédiatement rejeté ce taux tarifaire. Par contre, les pays ACP ont fait pression pour que l'UE rehausse encore davantage les tarifs de la banane - du niveau de base actuel de 75 euros à 275 euros par tonne - pour protéger leur accès préférentiel au marché européen. Les négociations entre les pays latino-américains et l'UE pour résoudre ce différend n'ont pas abouti à un compromis, ce qui incité les pays latino-américains à faire une demande d'arbitrage à l'OMC.

L'option de l'arbitrage résulte d'une dérogation accordée à l'UE par les Membres de l'OMC, en marge de la Conférence ministérielle de l'OMC à Doha, en novembre 2001. La dérogation autorisait l'UE à accorder un accès aux marchés préférentiel aux exportations de banane en provenance des pays ACP - à la condition que des tierces parties telles que les pays d'Amérique latine et d'Amérique centrale exportateurs de banane, aient le droit de faire une demande d'arbitrage avant l'entrée en vigueur des futurs tarifs sur la banane remplaçant le système de contingents.

Les pays latino-américains réservent un accueil favorable à la décision, les pays ACP font part de leur déception

Les exportateurs latino-américains de bananes ont fait part de leur satisfaction concernant la décision de l'arbitre. Le ministre du commerce de l'Equateur, Oswaldo Molestina, a noté que les Latino-Américains espéraient un niveau tarifaire faible de 33 euros par tonne. Selon le ministre : " l'Equateur et les autres exportateurs latino-américains estiment que [le tarif] ne peut pas dépasser 75 euros, et en fonction de nos calculs à l'aide de la méthodologie correcte, il ne devrait pas dépasser 33 euros. " Les pays ACP exportateurs de banane, pour leur part, ont fait part de leur déception concernant cette décision. Marshall Hall, président des Exportateurs de banane jamaïcains, a simplement spécifié que la décision " n'est pas du tout en notre faveur et nous ne sommes pas satisfaits. " Hall a également noté que les producteurs de banane seraient " pratiquement anéantis. "

Préalablement à la publication de cette décision arbitrale, les exportateurs de banane camerounais et ivoiriens avaient également rendu publique, le 26 juillet dernier, une déclaration dans laquelle ils soulignaient l'importance que revêtaient leurs secteurs de la banane pour la réduction de la pauvreté et le développement durable de leurs économies. Selon la déclaration, le taux tarifaire de 75 euros ou moins préconisé par les exportateurs latino-américains " éliminerait les exportations ACP vers l'UE. "

Prochaines étapes

Selon les termes de la dérogation, l'UE doit rectifier le régime tarifaire proposé, en conformité avec la décision arbitrale. L'UE doit à présent entamer de nouvelles consultations avec les pays latino-américains. Si l'UE et ces pays ne sont pas en mesure d'arriver à un accord mutuellement satisfaisant, le même arbitre aura à déterminer " si l'UE a rectifié la question. " La seconde décision arbitrale sera notifiée au Conseil général de l'OMC et si l'UE omet une fois de plus de s'y conformer, la dérogation " cessera de s'appliquer à la banane, à

l'entrée en vigueur du nouveau régime tarifaire de l'UE. "

Dans un communiqué de presse du 1er août, l'UE a fait part de son intention " d'étudier attentivement le rapport de l'arbitre et d'examiner les options disponibles pour faire avancer ce processus. " L'UE a également réitéré son intention d'avoir un système uniquement tarifaire en place le 1er janvier 2006, comme convenu lors de la Conférence ministérielle de Doha. La Commission exécutive européenne a déclaré qu'elle initierait des consultations d'ici peu avec les pays concernés et " qu'elle s'attend à leur engagement constructif. "

Les pays latino-américains qui ont fait une demande d'arbitrage sont la Colombie, le Costa Rica, l'Equateur, le Guatemala, le Honduras et le Panama.

La décision de l'arbitre, WT/L/616, est disponible à: <http://docsonline.wto.org>

Le communiqué de presse de l'UE est disponible à: <http://www.europa.eu.int/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/05/1030&format=HTML&aged=0&language=en&guiLanguage=en>

SUR LE FIL

Conseil Général : le nouveau directeur général Lamy annonce une équipe de quatre adjoints

Le nouveau directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, a fait sa première apparition officielle dans son nouveau rôle, lors d'une réunion du Conseil Général, le 29 juillet dernier. Le Français, qui débutera officiellement dans ses nouvelles fonctions le 1er septembre, a sollicité l'aide des Membres pour mener à bon terme les négociations du Cycle de Doha.

Lors de la réunion, Lamy a désigné son équipe de quatre directeurs généraux adjoints : l'ambassadeur du Chili à l'OMC, Alejandro Jara, l'ambassadeur du Rwanda à l'OMC, Valentine Sendanyoye-

Rugwabiza, Harsha Vardhana Singh, de l'Inde, et Rufus Yerxa des États-Unis, actuellement directeur général adjoint de l'OMC. Singh est un ancien conseiller au Bureau du directeur général de l'OMC et est actuellement un responsable de haut rang de l'autorité réglementaire des télécommunications en Inde. Les directeurs généraux adjoints prendront fonction le 1er octobre.

L'ambassadeur Jara est actuellement président des négociations des services, du Cycle de Doha. Ses successeurs potentiels à cette fonction sont, selon les dires, Tony Miller, chef de la délégation à l'OMC de Hongkong, et l'ambassadeur Fernando de Mateo, du Mexique.

Lamy a rencontré de manière informelle les ministres du commerce, notamment Kamal Nath, de l'Inde et Peter Mandelson de l'UE, durant la semaine de réunions qui se sont terminées le 29 juillet à l'OMC. Au cours de la réunion du Conseil Général, il a également annoncé que Arancha Gonzales, son porte-parole lorsqu'il était commissaire européen au commerce, serait son chef de cabinet.

De plus, lors de la réunion du Conseil Général, le secrétaire au commerce de Hong Kong, John Tsang, a été officiellement approuvé en tant que président de la Conférence ministérielle de décembre ; il a en outre été confirmé que le nouvel ambassadeur de la Nouvelle-Zélande à l'OMC, Crawford Falconer, remplacerait son compatriote Tim Groser à la présidence du Comité des négociations agricoles de l'OMC.

EVÉNEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l'OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement

durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>

EVÉNEMENTS À L'OMC

21 août, OMC, Genève, Organe de règlement des différends

15 septembre, OMC, Genève, Comité du commerce et de l'environnement

16 septembre, OMC, Genève, Conseil des ADPIC, session spéciale

19 - 23 septembre, OMC, Genève, semaine de l'Accès aux marchés pour les produits non agricoles (ANMA)

19 - 23 septembre, OMC, Genève, semaine des services

19 - 20 septembre, OMC, Genève, Groupe de négociation sur la facilitation des échanges

22 septembre, OMC, Genève, Comité de l'agriculture

EVENEMENTS AILLEURS

5-7 Septembre, CNUCED, Genève, Réunions d'experts sur les obstacles non tarifaires : méthodes, classification, quantification et incidences sur le développement.

Contact : coordinateur de la réunion ;

Téléphone : + 41 (0) 22 917 56 42 ou +41 (0) 22 917 5865 ; télécopieur : +41 (0) 22 917 0044 ; courrier électronique: khalil.rahman@unctad.org ou victor.ognitvsev@unctad.org

5-8 Septembre, ONU, San José, Costa Rica, Deuxième réunion internationale sur la consommation durable et la production sous le processus de Marrakech.

Contact : Alejandro Carpio, UN DESA, Téléphone : 49-531-2343;

web site:

www.un.org/esa/sustdev/sdissues/consumption/Marrakech/conprod10y2ndafr.ht

5-9 Septembre, OMC, Genève, Réunion du groupe de travail sur la révision de la mise en œuvre de la convention sur la diversité biologique.

Contact : Secrétariat de la CDB ;

Téléphone : 1-514-288-2220 ; fax : 1-514-288-6588;

Courrier électronique: secretariat@biodiv.org;

Site web : [http : // www.biodiv.org/meetings/](http://www.biodiv.org/meetings/)

10-12 septembre, PNUE, Caire, Egypte; Conférence Régionale sur l'énergie pour le développement durable.

Contact: Issa Toubbeh;

Téléphone : 961-1-978117 ; Fax : 961-1-981501 ;

Email : toubbeh@un.org; site web :

www.escwa.org.lb/information/meetings.asp

10-18 septembre, ICID, Beijing, Chine, 19ème Congrès International sur l'irrigation et le drainage (ICID). Contact : Chinese National Committee on Irrigation and Drainage ; téléphone : 86-10-6841-5522/6841-6506 ; Fax : 86-10-6845-1169 ; Email : cncid@iwhr.com; website : www.icid.org/index.e.htm

13-15 septembre, Tanta, Egypte , Conférence Régionale sur l' eau, la santé et l' environnement 2005 . Contact : Bakenaz A. Zeydan, Tanta University ; téléphone : 20-40-331-5860 ; Fax : 20-50-225-5566 ; Email : bakenaz@dec1.tanta.edu.eg; www.cig.ensmp.fr-inhs/conferences/2005Tanta.pdf

14-16 septembre, CNUCED, New York, USA, Réunion Plénière des Nations Unies les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)

15-17 September, New York, USA, Clinton Global Initiative. Contact: 1-212-474-6200; Fax: 1-212-474-5007; Email: info@clintonglobalinitiative.org; website: clintonglobalinitiative.com

19-23 septembre, FAO, Guayaquil, Equateur, Groupe Intergouvernemental sur la banane et les

fruits tropicaux (4ème session). Contact : D. Hallam ; code de la réunion ESG - 80617

21-23 septembre, CNUCED, Genève, Suisse, Réunion d'experts sur la facilitation du commerce en tant que moteur pour le développement.

Contact : M. Bismark Sitorus, spécialiste des services pour le développement et l'efficacité commerciale, bureau E.7032, Palais des Nations, CH 1211 Genève 10 ; téléphone : +41(0)22 917 2094 ; télécopie : +41(0)22 917 0050 ; courrier électronique : bismark.sitorus@unctad.org

22-23 septembre, Médiaterre, Montréal, Canada, " Forum Africa 2005 ". Contact : Salima Malik ; téléphone : +15143938059; Email: forumafrika@afriqueexpansion.com; www.afriqueexpansion.com/forumafrika2005.asp

26-27 septembre, Washington DC, USA, Conférence du Groupe de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International.

Contact: IMF Annual Meeting inquiries; téléphone: 1-202-473-7272; Fax: 1-202-623-4100 Email: bfcoffice@worldbank.org; website: www.imf.org/external/am/index/htm

PUBLICATIONS

En français

CNUCED, Manuel sur le Droit de la Concurrence, Cinquième conférence des Nations Unies chargée de revoir tous les aspects de l' ensemble de principes et de règles équitables convenus au niveau multilatéral pour le contrôle des pratiques commerciales restrictives

CNUCED, Activités Entreprises par la CNUCED en faveur de l'Afrique, Rapport du Secrétaire Général de la CNUCED

OCDE : Perspectives Economiques en Afrique 2004/2005. Date de publication : 18 mai 2005 .Chaque année en Afrique, les perspectives économiques passent en revue la situation récente et l'évolution probable à court terme de l'économie

d'un échantillon de pays africains. Les données qui y sont présentées sont tirées d'études par pays s'articulant autour d'une grille d'analyse unique qui est le fruit d'une collaboration entre la Banque Africaine de Développement et le Centre de développement de l' OCDE

OMC : Commerce et Environnement à l' OMC, mai 2004. Cet ouvrage présente brièvement son histoire et concerne essentiellement les questions liées au commerce et à l'environnement dans le cadre du mandat de Doha, les effets de la libéralisation du commerce sur l'environnement, la relation entre les accords environnementaux multilatéraux et l' OMC ainsi qu'un examen des différends commerciaux impliquant des questions environnementales.

En anglais

DEVELOPING COUNTRY COORDINATION IN INTERNATIONAL INTELLECTUAL PROPERTY STANDARD-SETTING. By Ahmed Abdel Latif. South Centre, June 2005. Available online at http://www.southcentre.org/tadp_webpage/research_papers/ipr_project/trade_wp24_jun05.pdf

FROM DEVELOPMENT TO NAKED SELF-INTEREST: THE DOHA DEVELOPMENT ROUND HAS LOST ITS WAY. By Oxfam International, July 2005.. Available online at http://www.oxfam.org/eng/pdfs/bn050727_wto_development.pdf

VOICES OF THE LEAST DEVELOPED COUNTRIES OF ASIA AND THE PACIFIC: ACHIEVING THE MILLENNIUM DEVELOPMENT GOALS THROUGH A GLOBAL PARTNERSHIP. By the United Nations Development Programme (UNDP), 2005. Available online at <http://www.undp.org/mdg/asia/LDC-MDGAsiaP.pdf>

IDEAS FOR DEVELOPMENT. By Robert Chambers. EarthScan, 2005.

Retrouvez les informations sur les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD <http://www.ictsd.org/africodev/>
PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.

Responsables de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD)

Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE (dieye3@hotmail.com), El Hadji Abdourahmane DIOUF (ediouf@ictsd.ch) Bathie Ciss (cissbathietc@yahoo.fr) et Josiane Ramos (jramos@ictsd.ch).

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch. Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe

Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch. Dans la ligne « Objet », écrivez simplement : unsubscribe